

Lors de leur création, il y a six ans, les CAHIERS DE CLIO se sont voulus le lien indispensable entre la science historique et l'enseignement. Inlassablement, *per fas et nefas*, notre revue tente de répondre aux multiples problèmes qui se posent toujours aux professeurs, tant aux débutants qu'aux chevronnés.

A cet effet, chaque numéro comprend :

- d'une part, une *Information historique*, des *Notes et glanures* bibliographiques destinées à l'information scientifique de nos lecteurs, — la préoccupation pédagogique n'y est cependant jamais absente ; —
- d'autre part, une *Information pédagogique* relative aux expériences réalisées tant dans l'enseignement traditionnel que dans l'enseignement rénové, — le souci scientifique n'y est évidemment jamais étranger. —

L'enseignement de l'histoire rencontrant de plus en plus de domaines mitoyens et s'ouvrant toujours davantage sur des perspectives nouvelles (démographie historique, histoire économique, histoire sociale, histoire des mentalités, etc.), les historiens d'enseignement ont senti la nécessité de solliciter la collaboration de spécialistes des disciplines de toutes les sciences humaines. Les très nombreux dialogues noués avec des géographes, des sociologues, des philologues, des économistes..., belges et étrangers, se sont révélés particulièrement positifs.

Les CAHIERS DE CLIO ont donc permis les contacts fructueux souhaités par tant de praticiens de l'histoire.

Aujourd'hui, notre travail d'information scientifique et d'observation pédagogique s'enrichit d'un nouvel et précieux apport. Monsieur Gérard DELCROIX, Inspecteur de l'Enseignement secondaire et supérieur, accompagné de plusieurs de ses collaborateurs rejoint notre équipe. Nous les saluons tous du fond du cœur. La compétence et le labeur qu'ils représentent s'emploieront à soutenir et à activer l'élan qui nous guide tous vers l'illustration de l'histoire et le progrès de la science de l'homme. *Vivant, vivant, semper vivant !*

LA REDACTION.

EDITORIAL

DÉFENSE D'UNE HISTOIRE « A PART ENTIÈRE » DANS NOS CLASSES

Une interpellation à la Chambre des Représentants, à Bruxelles, vient, le 18 novembre 1970, de remettre en cause la présence du cours d'histoire dans l'enseignement secondaire belge.

Si les mots ont un sens, il est évident que le mot HISTOIRE n'a pas le même sens pour chacun. Même entre gens de bonne volonté, le dialogue devient dès lors impossible. Dans sa réponse M. Pierre Vermeylen, Ministre de l'Education nationale, assure qu'il assigne à l'histoire une place plus grande que par le passé dans l'enseignement secondaire. En dehors du « cours d'histoire », l'histoire imprégnera d'autres disciplines dans le cadre de la « formation sociale » (« maatschappelijke vorming »). Acceptons-en l'augure, mais songeons à tous ceux qui veulent bannir l'histoire au nom de Dieu sait quel pénible souvenir scolaire fondé sur un cours schématisé jusqu'à la caricature et dès lors jugé inutile.

Le cours d'histoire est une chose, l'histoire en est une autre. On peut changer un cours, dans ses méthodes notamment, on ne peut changer l'histoire sinon dans son approche et à condition de respecter la probité scientifique. Les formules d'exorcisme : formation sociale, éducation civique, sciences sociales, sciences humaines, et bien d'autres, n'y feront rien. Elles ne peuvent changer l'histoire. Espérons par contre qu'elles fassent changer le cours, dans ses méthodes évidemment, mais surtout dans son contenu, pour qu'à nouveau l'histoire se justifie « à part entière » à tous les niveaux du secondaire, en raison de son irremplaçable valeur de synthèse humaine. Qui pourrait nier que conçue comme l'évolution de la vie des hommes dans sa totalité, l'histoire ne constitue la meilleure, la seule, manière de révéler en l'homme son humanité. Aucun spécialiste, ni des sciences sociales, ni des sciences économiques, ni des sciences politiques, ni des sciences exactes, s'il est probe n'y consentirait. Tous savent ce qu'ils doivent à l'histoire, eux et leurs disciplines respectives. Le passé des hommes n'est pas un ensemble vide. Le passé est un tout. Plus que quiconque l'historien doit s'en pénétrer et sa formation doit s'en ressentir, élargie aux domaines grâce auxquels le passé lui paraîtra plus clair, plus compréhensible. Coopérer, rassembler, coordonner, tel doit être parmi les disciplines préoccupées de l'homme le rôle de l'historien. Comme telle sa présence dans nos classes du secondaire ne peut être contestée. L'intervention remarquée du député Victor Larock, ancien

Ministre de l'Education nationale, au cours de ce débat s'est développée dans ce sens, comme l'atteste le texte qu'il nous a autorisé à reproduire.

(ANNALES PARLEMENTAIRES, CHAMBRE DES REPRESENTANTS,
séance du mercredi 18 novembre 1970, p. 15-17)

M. le Président. — La parole est à M. Larock.

M. Larock (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous sommes peu nombreux et je n'ai pas l'intention d'abuser de vos instants. La question n'est cependant pas sans importance. Elle a donné lieu à des controverses dans la presse écrite et parlée. Je lui consacrerai un quart d'heure, peut-être quelques secondes de plus.

J'ai eu, je l'avoue, un moment de stupeur lorsque j'ai appris, par l'énoncé de l'interpellation de l'honorable M. Raskin, que le cours d'histoire allait être « afgevoerd », « rayé des programmes ».

Information prise, il ne s'agit pas de cela. Mais la question est discutée. Nous sommes en démocratie contestataire.

Je crois connaître depuis assez longtemps le ministre de l'Education nationale, pour savoir que je n'ai pas à le convaincre. Mais il n'est pas impossible qu'un jour — un jour lointain, je l'espère, — un autre le remplace, et, de toute manière, chacun doit exprimer les idées auxquelles il tient.

Que les professeurs d'histoire s'inquiètent, c'est tout naturel, mais ce n'est pas décisif. Nous sommes en un domaine où les professionnels doivent céder le pas à quiconque réfléchit à ce que doit être un programme destiné à la meilleure formation intellectuelle de la jeunesse.

Faut-il encore, ou ne faut-il plus, que le cours d'histoire fasse partie de ce programme ? Voilà la question !

Je sais que les programmes sont chargés et que la tendance existe à réduire certaines branches au profit d'autres, jugées plus efficaces. Je souhaite que les réductions ne se fassent pas au détriment de l'histoire, étant bien entendu — et sur ce point, M. Raskin a raison, — que ce doit être l'histoire bien conçue et bien enseignée. Or elle ne l'est pas toujours : l'objectivité nous commande de partir de là.

Deux griefs sont principalement formulés ; je les crois fondés.

En premier lieu, dans certains manuels et pour certains professeurs, l'histoire est encore et surtout celle des batailles, celle des traités, et l'on remonte parfois très loin. Est-il vraiment indispensable que l'élève ait en mémoire le détail des guerres puniques ou même des guerres napoléoniennes ? (*Signes de dénégation au banc du gouvernement.*)

Votre avis est évidemment négatif. Il est préférable de choisir quelques points de repère significatifs, quelques périodes d'importance capitale.

Récemment, des voix autorisées ont même mis en question les divisions classiques : Antiquité, Moyen Age, Temps Modernes, Epoque contemporaine. Je crois qu'ils ont raison. L'histoire, ainsi compartimentée, l'histoire conventionnelle a peu d'attrait pour les jeunes qui, naturellement, s'intéressent de préférence au présent et à l'avenir.

Il faudrait dégager de cet amas de faits historiques quelques séries d'événements majeurs, qui ne sont pas nécessairement des conflits de peuple à peuple, mais souvent de grands changements civils dont les effets se font encore sentir actuellement.

Donc, premier point : un « recyclage » à effectuer sur la matière à enseigner. Je crois d'ailleurs que c'est, en partie, chose faite. Même, et surtout, dans sa forme simplifiée, il va de soi au surplus, que l'histoire soit véridique, impartiale et non pas édifiante ou orientée. L'évocation du passé ne peut servir à la démonstration d'un parti pris, quel qu'il soit.

Second grief, autre conception encore pire et plus fréquente : l'histoire glorieusement nationale ou locale. C'est cette histoire, disait Valéry, qui « enivre les peuples et les conduit au délire des grandeurs ou de la persécution ». Elle justifie, disait-il, tout ce qu'on veut. Notamment — c'est moi qui l'ajoute — l'agressivité massive, grégaire, contre « l'étranger », contre les gens qui habitent au-delà d'une frontière, qu'elle soit naturelle ou politique, ou contre les gens qui parlent une autre langue.

A ce sujet, Pascal a tout dit en quelques lignes : « Pourquoi me tuez-vous ? — Eh quoi, ne demeurez-vous pas au-delà de l'eau ? Mon ami, si vous demeuriez de ce côté, je serai un assassin, et cela serait injuste de vous tuer de la sorte. Mais puisque vous demeurez de l'autre côté, je suis un brave, et cela est juste. »

Tout le passé sanglant des tribus et des nations est là. L'histoire de ces assassinats collectifs que l'on appelle les guerres, racontée à la jeunesse, ne contribue pas peu à entretenir chez elle une passion du sol ou du sang qui peut toujours devenir meurtrière.

Si l'histoire devait être ainsi enseignée, il vaudrait mieux s'abstenir. Mais dans le pays de bon sens où nous sommes, il n'en est pas question.

Je n' imagine pas, par exemple un professeur d'histoire passant son temps à vanter la bravoure des Liégeois quand ils sont venus en 1830 au secours des Bruxellois, ou la vaillance des Anversois lorsqu'en 1832, ils ont assisté les troupes françaises qui étaient venues les délivrer de l'occupation hollandaise.

Non ! A notre époque où les frontières s'effacent, chercher dans le passé des raisons de gloriole ou de bagarres serait de l'aberration.

Alors, d'autant plus grande sera l'influence de l'histoire bien conçue et bien enseignée, c'est-à-dire de celle qui met l'accent sur tout ce qui favorise la compréhension du présent, la préparation à l'avenir et l'apprentissage d'un certain civisme et d'un sentiment social équitable.

L'histoire, c'est la mémoire des hommes dans chaque homme. Gardons-nous de tarir cette source de leçons qui peuvent hâter le progrès et, en tout cas, faire apparaître aux jeunes générations les erreurs et les fautes à ne pas commettre. Elles en commettront déjà assez sans cela.

Quelle sorte d'histoire enseigner ? Il y a l'histoire des grands mouvements sociaux, l'histoire des techniques, qui aident à mieux les connaître ; l'histoire des arts, qui sont des techniques nobles ; l'histoire du travail ; l'histoire des soins de santé...

On dira qu'il faut réserver tout cela à l'enseignement supérieur. Non ! L'université et les instituts font des spécialistes. L'étudiant qui sera nul en histoire non pas par sa faute, mais parce que les programmes sont insuffisants, pourra faire un excellent spécialiste, dans sa discipline ou sa profession. Mais il lui manquera cette connaissance du passé, si rudimentaire soit-elle, cette ouverture d'horizon, et surtout ce sens du relatif qui font l'homme cultivé. Il sera plus exposé à l'action des propagandes et à la contagion des fanatismes. Il sera à la merci de l'audio-visuel envahissant, qui peut fournir des compléments utiles, mais ne suffit pas à lui seul à une mise en ordre des connaissances. Il sera toujours enclin à penser, cet étudiant, que le monde moderne a commencé avec lui.

Au contraire, celui qui aura pris goût à l'histoire, ne sera jamais complètement inculte. On ne peut pas en dire malheureusement autant même de ceux qui sont passés par l'enseignement supérieur. Beaucoup d'entre eux n'ont pas la moindre notion de la critique historique, même parmi ceux qui font l'opinion. C'est plus grave qu'on ne croit.

Chacun sait que nous nous « américanisons » de plus en plus chaque jour. Henry Ford, le fondateur de la dynastie, aurait dit un jour : « L'histoire c'est du boniment ». Le malheureux, le pauvre homme de milliardaire, se vengeait ainsi du fait que ses compatriotes sont passés un peu vite du *tomahawk* au téléphone, de la caravane des trappeurs à la puissante limousine.

Soit dit par parenthèse, quand Bossuet, Messieurs, veut parler dans son *Discours sur l'Histoire universelle* des primitifs et des sauvages d'une manière générale, il les appelle tous indistinctement des « Amériquains ».

M. De Croo. — Pas des Flamands ?

M. Larock. — Il ne les a pas nommés.

Comme quoi, ils ont bel et bien une place honorable dans l'histoire. Certains ne veulent rien en savoir ; ils sont même fiers de leur ignorance. C'est une fierté que nous n'avons pas à leur envie.

Moins pardonnables sont les prétendus jeunes intellectuels qui ont voulu faire à Paris et autres lieux la « révolution culturelle » de Pékin. Ceux-là, il y a deux ans et demi, griffonnaient sur les murs de la Sorbonne des maximes comme celle-ci : « Notre-Dame, le Panthéon, le Louvre, tout cela est à « flanquer par terre », et j'atténue le texte.

En défendant l'histoire, c'est une certaine idée de la civilisation que nous défendons.

Que l'enseignement de l'histoire vienne, par impossible, à être supprimé et il est à prévoir que le genre « *robustus puer* », autrement dit « jeune malabar », qui est celui des soi-disant maoïstes aussi bien que des émules de Henry Ford, ne tarderaient pas à se propager sur notre « marché des travailleurs intellectuels ».

On verrait ceux qui méprisent l'histoire hausser les épaules le jour où il s'agirait de remplacer tel beffroi des Flandres ou le vieux Palais des Princes-Evêques de Liège par un gratte-ciel de style new-yorkais. Car ce n'est évidemment pas l'amour des vieilles architectures qui éveillera chez ces robustes jeunes gens la curiosité d'un passé dont ils ne savent rien et qu'ils rejettent parce qu'ils l'ignorent.

La connaissance mesurée, bien choisie du passé, est un élément de culture, plus que les mathématiques, plus que la physique et la chimie, et j'ajouterai : plus que les langues anciennes. Comment imaginer un professeur qui enseignerait avec intérêt les langues anciennes et des élèves qui éprouveraient de l'attrait à les étudier, si l'on en venait à supprimer le cours d'histoire ou si celle-ci était réduite à la portion congrue ?

Je conclus. Supprimer le cours d'histoire ou en faire un cours de seconde zone, oui, d'accord, s'il s'agit de l'histoire routinière, partielle ou passionnelle. Mais non pas si l'histoire en question est celle qui, bien conçue, bien enseignée, peut former l'esprit des jeunes et les instruire, quelquefois pour la vie.

Il est déjà difficile de savoir où l'on va en sachant plus ou moins d'où l'on vient. Que serait-ce le jour où l'ignorance du passé serait de règle ? Je ne puis croire que telles soient les décisions ou les intentions ministérielles.

Mais alors quelles sont-elles et pourquoi cet émoi dans la presse et chez un certain nombre d'enseignants ? J'espère que le ministre voudra nous dire ce qu'il en est. *(Applaudissements sur tous les bancs).*

Aux questions posées par les Représentants de la Nation, par la presse, Monsieur le Ministre Pierre Vermeylen a encore répondu en substance qu'il faut d'abord donner le goût de l'histoire aux élèves, dans ce qu'elle apporte de perspicacité pour apprendre à se situer librement dans la vie, c'est-à-dire dans le monde d'aujourd'hui. Non l'histoire ne peut être et ne sera pas négligée. Quant à la part que les historiens prendront encore à son enseignement, elle dépendra de leur compétence propre. Dans une société comme la nôtre où tout est réglé administrativement par le titre qu'il porte, il importera donc que les responsables de la délivrance du titre d'historien soient attentifs au contenu de la formation dont il attestera. A ce prix seulement, il y aura encore de beaux jours pour l'histoire dans nos écoles, et pour les historiens. Car il est certain que quel que soit le spécialiste retenu, la formation historique qu'il aura reçue sera seule garante de la valeur de son enseignement, quelle que soit l'étiquette sous laquelle on camoufle l'HISTOIRE.

LA REDACTION.